

# CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ D'UN JOURNALISTE ET SA FAMILLE

## NIGERIA

### Jaafar Jaafar

En octobre 2018, le journaliste Jaafar Jaafar publiait un article et des vidéos accusant le gouverneur de l'État de Kano de recevoir un pot-de-vin. Le gouverneur a répliqué en lançant une procédure pour diffamation contre Jaafar Jaafar; aujourd'hui, les autorités prétendent que l'enquête menée comporte également des éléments criminels. En outre, à la suite de la publication de la vidéo du journaliste, des hommes non identifiés ont été vus surveillant le domicile familial de Jaafar Jaafar, apparemment à sa recherche. Il a également reçu des menaces de mort.

Le 20 avril 2021, une équipe de policiers a interpellé Jaafar Jaafar dans son bureau pour l'interroger, prétendant qu'il avait incité à la violence et tenu des propos injurieux à l'encontre de l'inspecteur général de la police. En mai 2021, Jaafar Jaafar a fui le Nigeria craignant pour sa vie et celle de sa famille.

### PROPOSITIONS ET REVENDICATIONS EN FRANÇAIS

Veuillez **écrire une lettre courtoise** en anglais ou votre propre langue **au gouverneur de l'État de Kano** l'exhortant à: garantir que les charges pénales contre Jaafar Jaafar soient immédiatement abandonnées; mettre fin au harcèlement de Jaafar Jaafar et d'autres journalistes, et garantir le respect de leurs droits et leur protection contre les représailles, l'intimidation et le harcèlement.

→ **Formule d'appel** : Your Excellency / Votre Excellence

→ Vous trouverez un **modèle de lettre en français à la page 3**.

→ Un **modèle de lettre en anglais** est à disposition **sur le site web** : <https://www.amnesty.ch/fr/participer/ecrire-des-lettres/lettres-contre-l-oubli/docs>

↳ Cliquez sur le lien et sélectionnez le cas. La lettre en anglais se trouve en pied de page.

→ **Taxe postale**: CHF 2.00

### LETTRE COURTOISE À

Gouverneur de l'Etat de Kano  
Son Excellence Abdullahi Umar Ganduje  
Gouverneur exécutif de l'État de Kano  
Bureau du gouverneur  
Kano  
Nigeria

E-mail : [info@kanostate.gov.ng](mailto:info@kanostate.gov.ng)

Twitter : @GovUmarGanduje

### COPIE À

Ambassade de la République Fédérale du Nigeria  
Zieglerstrasse 45  
3007 Berne

Fax: 031 384 26 26

E-mail: [info@nigerianbern.org](mailto:info@nigerianbern.org)

# CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ DES MEMBRES D'UNE ORGANISATION ENVIRONNEMENTALE

## CHILI

### Mujeres MODATIMA - particulièrement: Verónica Vilches, Lorena Donaire et Carolina Vilches

Mujeres MODATIMA (Femmes Modatima, l'acronyme en espagnol pour *Mouvement pour la défense de l'accès à l'eau, à la terre et la protection de l'environnement*) est une organisation dirigée par des femmes à Petorca dans la région de Valparaíso au Chili. Elle a été fondée en 2017 pour réagir à l'impact spécifique de la crise de l'eau sur les femmes de la région, une crise qui impacte grandement leur vie et celle de leurs familles. L'organisation mène des campagnes de sensibilisation et souligne le rôle des femmes dans la défense de l'environnement.

Pour le simple fait d'avoir demandé justice, les membres de Mujeres MODATIMA ont commencé à être victimes de surveillance, d'intimidation, de stigmatisation, de censure, de harcèlement, d'obstacles administratifs et de menaces, et cela jusqu'à aujourd'hui. Leurs plaintes ne sont pas prises au sérieux, des enquêtes ne sont que rarement menées et les femmes ne bénéficient pas d'une protection adéquate de la part des autorités chiliennes.

Le 6 juin 2021, Verónica Vilches a reçu une menace de mort à cause de son engagement comme défenseuse de l'environnement chez Mujeres MODATIMA. Elle avait déjà été menacée le 13 février. La suite de ces deux menaces, la police d'investigation chilienne (PDI, Policía de Investigaciones de Chile) a affirmé qu'elle ne pouvait enquêter en raison de conditions administratives non remplies. Face à ce refus, Amnesty International a porté le cas de Verónica Vilches devant le procureur général et peu après, une enquête a finalement été ouverte. La pression d'Amnesty International a garanti que des mesures soient prises lorsque la PDI refusait d'agir en février. Il est temps de faire monter cette pression partout dans le monde pour exiger la protection de Mujeres MODATIMA, y compris de leurs responsables les plus visibles: Verónica Vilches, Lorena Donaire et Carolina Vilches.

## PROPOSITIONS ET REVENDICATIONS EN FRANÇAIS

Veuillez **écrire une lettre courtoise** en espagnol, anglais ou français **au bureau de la Procureure régionale de Valparaíso** avec copie au bureau du Procureur local.

Demandez-la de créer des mécanismes de dénonciation pour les défenseur·euse·s des droits humains et de porter une attention particulière à Mujeres MODATIMA du fait qu'elles ont déjà été victimes de plusieurs attaques et de garantir des actions coordonnées, opportunes et non intimidantes de la part de la PDI et des Carabineros.

→ **Formule d'appel** : Estimada Señora Fiscal / Dear Prosecutor / Madame la Procureure

→ Vous trouverez un **modèle de lettre en français à la page 4**.

→ Un **modèle de lettre en anglais** est à disposition **sur le site web** : <https://www.amnesty.ch/fr/participer/ecrire-des-lettres/lettres-contre-l-oubli/docs>

↳ Cliquez sur le lien et sélectionnez le cas. La lettre en anglais se trouve en pied de page.

→ **Taxe postale**: CHF 2.00

### LETTRE COURTOISE À

Bureau de la Procureure régionale de Valparaíso  
Señora Fiscal Regional de Valparaíso  
Claudia Perivancich Hoyuelos  
Blanco 937 Piso 4  
Edificio Tecno Pacifico  
Valparaíso  
Chile

E-mail : [murrutia@minpublico.cl](mailto:murrutia@minpublico.cl)

### COPIES À

Bureau du procureur local  
Señor Fiscal Adjunto Jefe de la Fiscalía Local de La Ligua  
Luis Alberto Cortez Muñoz  
Portales 5  
La Ligua  
Valparaíso  
Chile

Ambassade de la République du Chili  
Eigerplatz 5  
3007 Berne

Fax: 031 370 00 55  
E-mail: [embajada@embachile.ch](mailto:embajada@embachile.ch)

---

---

---

---

Gouverneur de l'État de Kano  
Son Excellence Abdullahi Umar Ganduje  
Gouverneur exécutif de l'État de Kano  
Bureau du gouverneur  
Kano  
Nigeria

---

---

**Concerne : Jaafar Jaafar**

Votre Excellence

Le sort du journaliste Jaafar Jaafar me préoccupe beaucoup.

---

En octobre 2018, il a publié un article et des vidéos accusant le gouverneur de l'État de Kano de recevoir un pot-de-vin. Le gouverneur a répliqué en lançant une procédure pour diffamation contre Jaafar Jaafar; aujourd'hui, les autorités prétendent que l'enquête menée comporte également des éléments criminels. En outre, à la suite de la publication de sa vidéo, des hommes non identifiés ont été vus surveillant le domicile familial de Jaafar Jaafar, apparemment à sa recherche. Il a également reçu des menaces de mort.

Le 20 avril 2021, une équipe de policiers a interpellé Jaafar Jaafar dans son bureau pour l'interroger, prétendant qu'il avait incité à la violence et tenu des propos injurieux à l'encontre de l'inspecteur général de la police. En mai 2021, Jaafar Jaafar a fui le Nigéria craignant pour sa vie et celle de sa famille.

**Je vous demande de garantir que les charges pénales contre Jaafar Jaafar soient immédiatement abandonnées.**

**De plus, je vous engage à mettre fin au harcèlement de Jaafar Jaafar et d'autres journalistes, et de garantir le respect de leurs droits et leur protection contre les représailles, l'intimidation et le harcèlement.**

---

Dans cette attente, je vous prie de croire, Votre Excellence, à l'expression de ma haute considération.

---

**Copie:**

Ambassade de la République Fédérale du Nigéria, Zieglerstrasse 45, 3007 Berne  
Fax: 031 384 26 26 / E-mail: info@nigerianbern.org

---

---

---

---

Bureau de la Procureure régionale de  
Valparaíso  
Señora Fiscal Regional de Valparaíso  
Claudia Perivancich Hoyuelos  
Blanco 937 Piso 4, Edificio Tecno Pacifico  
Valparaíso  
Chile

---

---

**Concerne : Mujeres MODATIMA**

Madame la Procureure

C'est avec inquiétude que j'ai eu connaissance des violations des droits humains des membres de Mujeres MODATIMA.

Il s'agit tout particulièrement de **Verónica Vilches, Lorena Donaire et Carolina Vilches**, qui sont continuellement victimes de surveillance, d'intimidation, de stigmatisation, de censure, de harcèlement, d'obstacles administratifs et de menaces. Leurs plaintes ne sont pas prises au sérieux, des enquêtes ne sont que rarement menées et les femmes ne bénéficient pas d'une protection adéquate de la part des autorités chiliennes.

Le 6 juin 2021, Verónica Vilches a reçu une menace de mort à cause de son engagement. Elle avait déjà été menacée le 13 février. À la suite de ces deux menaces, la PDI (Policía de Investigaciones de Chile) a affirmé qu'elle ne pouvait enquêter en raison de conditions administratives non remplies.

La pression d'Amnesty International a garanti que des mesures soient prises lorsque la PDI refusait d'agir en février.

**Cette situation me préoccupe beaucoup, et je vous demande de créer des mécanismes de dénonciation pour les défenseur-euse-s des droits humains et de porter une attention particulière à Mujeres MODATIMA du fait qu'elles ont déjà été victimes de plusieurs attaques et de garantir des actions coordonnées, opportunes et non intimidantes de la part de la PDI et des Carabineros.**

Dans cette attente, je vous prie de croire, Madame la Procureure, à l'expression de ma haute considération.

---

**Copies:**

- Señor Fiscal Adjunto Jefe de la Fiscalía Local de La Ligua, Luis Alberto Cortez Muñoz, Portales 5, La Ligua, Valparaíso, Chile  
- Ambassade de la République du Chili, Eigerplatz 5, 3007 Berne / Fax: 031 370 00 55 / E-mail: embajada@embachile.ch